



COLTMR-CI

LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE

**UN IMPACT LOCAL ET
UNE RECONNAISSANCE
INTERNATIONALE**



Mme Gisèle TAKALEA
Présidente de COLTMR-CI

LOI SUR LE VIH

Le PNLS

Mise sur le rôle
fondamental des médias
pour un éclairage



PROFESSEUR EHUI EBOI
Directeur Coordonnateur PNLS

MOBILISATION CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

LE MINISTÈRE DE LA
FEMME,
DE LA FAMILLE
ET DE L'ENFANT
sort le Carton rouge

ONU-FEMMES

mobilise sur les
mécanismes
de recours existants



Nassénéba TOURE
Ministre de la famille,
de la femme et de l'enfant



20 ans d'Engagement,
d'Actions et d'Impact

**SUIVONS LE CHEMIN DU DROIT AVEC
LES COMMUNAUTÉS EN PREMIÈRE LIGNE**

Organisation de Veille et de Sensibilisation, **ROADD** vise à une Observation active de l'Implémentation des **ODD** pour mettre en lumière les Activités, Les Opportunités et les Acteurs du Développement Durable en Côte d'Ivoire.

POUR LA COUVERTURE MEDIATIQUE ET LA PROMOTION DE VOS ACTIVITES



REUSSIR VOTRE COMMUNICATION COMMUNAUTAIRE

Siège social Abidjan Cocody Riviera II

☎ 27 22 28 76 01 📞 01 53 69 26 17

Meilleurs Voeux pour l'Année 2025



Comme le dit si bien cette sagesse biblique, **«On ne cache pas la lumière sous le boisseau.»** C'est dans cet esprit que notre groupe de presse s'engage à mettre en avant les initiatives et les acteurs qui œuvrent avec impact dans les domaines de la santé, de l'action sociale et humanitaire. Cette année, notre regard s'est particulièrement tourné vers l'ONG COLTMR, qui joue un rôle essentiel dans la lutte contre la tuberculose. Au-delà de cet engagement, nous poursuivons notre mission en mettant en lumière les programmes et actions qui contribuent à renforcer la résilience des habitants de notre chère terre d'Éburnie. Dans cette édition, nous abordons plusieurs sujets majeurs qu'il est essentiel de savoir :

La création du FOMUS-Ci, un fonds dédié à prévenir les défaillances et à assurer le succès des mutuelles.



Une publication de l'Agence ODD

L'Agence ODD, une initiative de **FDM CAPITAL MANAFEMENT** est une structure de veille informationnelle. Elle vise à une observation des acteurs de l'implémentation des ODD en Côte d'Ivoire dans le but de mettre en lumière les acteurs du Développement Durables.

Directeur de Publication

Dasso Denis

Comité de rédaction

Dasso Denis

Tia Gonsse

Christian Konan

Infoline

27 22 28 76 01

01 53 69 26 17

DEPOT LEGAL :

Supplément Tribune du CACAO

Numéro : 7106 du 03 janvier 2003

A PROPOS DE COULOIR HUMANI- TAIRE

COULOIR HUMANTAIRE est un programme d'information et de veille informationnelle qui consiste à collecter pour nos partenaires les informations pertinentes utiles pour leurs activités. Cette activité vise à une observation active de l'implémentation des ODD (Objectifs pour le Développement Durable) dans le secteur spécifique de la santé et de l'action sociale et humanitaire en Côte d'Ivoire.

COULOIR HUMANTAIRE fait aussi la promotion et la vulgarisation des actions entreprises dans le domaine de la santé et de l'action sociale et humanitaire, en mettant en lumière les acteurs clés de cet écosystème. Ce programme bénéficie également aux populations afin de tirer meilleurs profit des opportunités offerts par ce programme tout en relevant le niveau de compréhension des enjeux.

Pour ce faire, **COULOIR HUMANTAIRE** fait régulièrement des reportages,

des interviews, des analyses et consacre des dossiers sur la politique sociale de la Côte d'Ivoire.

NOS PUBLICATIONS



La mise en place d'une procédure spéciale pour la déclaration des naissances et le rétablissement d'identité.

L'initiative régionale visant à développer la fabrication de produits pharmaceutiques en Afrique.

Le programme national « ZÉRO CLINIQUE ILLÉGALE » pour garantir un accès aux soins de santé de qualité dans notre pays.

Nous avons également suivi de près pour nos lecteurs:

La mobilisation de la Côte d'Ivoire contre les violences basées sur le genre lors des 16 jours d'activisme, marqués par la participation active du gouvernement ivoirien et de ses partenaires au développement, notamment la GIZ et ONU-Femmes.

Nous vous souhaitons une agréable lecture et adressons nos vœux les plus chaleureux à tous ceux qui, par leur engagement bénévole ou professionnel, contribuent au bien-être des populations à travers le monde.

Excellente Année 2025 à toutes et à tous !
Rendez-vous dans un mois pour de nouvelles actualités.

A l'Affiche

Les Institutions suivantes ont été citées dans ce numéro en raison de leurs activités menées au cours de la période.



FOMUS-CI



REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
NATIONALE ET DE L'ALPHABÉTISATION



ONG TUB-CI



Conseils des Ministres

ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Le Conseil a adopté une ordonnance relative aux Organisations de la Société Civile ainsi que le projet de loi de ratification y afférent.

Prise en remplacement de la loi de 1960 relative aux associations, cette ordonnance vise à encadrer au mieux la démultiplication du nombre et des formes nouvelles d'associations et à mettre en cohérence, de façon diligente, leurs modalités d'organisation et de fonctionnement, avec les exigences actuelles de la lutte contre la criminalité transnationale organisée. Cette ordonnance prend en compte, les formes nouvelles d'associations, telles que les associations culturelles, les Organisations Non Gouvernementales (ONG) et les Fondations. Elle détermine, en plus de leurs modalités d'organisation et de fonctionnement, leurs modalités de création, de financement et de contrôle.

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU FONDS NATIONAL DE GARANTIE DES MUTUELLES SOCIALES DE CÔTE D'IVOIRE

Le Conseil a adopté une ordonnance portant attributions, organisation et fonctionnement du Fonds National de garantie des Mutuelles Sociales de Côte d'Ivoire, dénommé « FOMUS - CI », et le projet de loi de ratification y afférent. Le FOMUS-CI est un fonds de type particulier créé conformément à la réglementation de la mutualité sociale au sein de l'UEMOA. Il a essentiellement pour missions de prévenir les défaillances éventuelles des mutuelles et de garantir leurs engagements contractuels envers leurs membres participants. Il est chargé notamment d'accorder des appuis financiers aux mutuelles sociales et structures faîtières ne pouvant plus faire face à leurs engagements et de prendre toutes les mesures financières nécessaires au rétablissement de l'équilibre financier des mutuelles sociales.

Lutte contre la tuberculose COLTMR-CI: un impact local et une reconnaissance internationale



Mme Gisèle TAKALEA, Présidente de COLTMR-CI

La lutte contre la tuberculose et les maladies respiratoires reste un défi de santé publique majeur en Côte d'Ivoire. Face à cette réalité, le Collectif des Organisations de Lutte contre la Tuberculose et les Maladies Respiratoires en Côte d'Ivoire (COLTMR-CI) se distingue comme un acteur clé. Cette organisation non gouvernementale (ONG) coordonne les efforts de multiples structures engagées

Un acteur incontournable de la lutte contre la tuberculose

dans la prévention, le dépistage, et le traitement de ces pathologies.

Le COLTMR-CI s'est donné pour mission de réduire l'impact de la tuberculose, qui continue de sévir dans le pays.



L'ONG œuvre sur plusieurs fronts :

Lutte contre la tuberculose : En coordonnant les actions de ses membres, COLTMR-CI vise à réduire la prévalence de cette maladie grâce à des campagnes de dépistage, des formations pour les professionnels de santé, et la facilitation de l'accès aux traitements.

Sensibilisation des populations : La prévention étant un levier clé, l'ONG organise des campagnes de communication pour informer sur les mesures préventives et en-

courager le dépistage précoce des maladies respiratoires.

Plaidoyer auprès des autorités : COLTMR-CI milite pour une amélioration des politiques publiques, notamment par un accès élargi aux médicaments essentiels et des infrastructures adaptées aux besoins des patients. Des actions concrètes pour un impact tangible. Les initiatives menées par le COLTMR-CI illustrent son engagement actif :

Remise de kits d'hygiène : En avril 2020, l'ONG a offert des kits d'hygiène à l'organisation TUB-CI, renforçant ainsi la prévention contre la propagation de la tuberculose. Cette action a témoigné de la volonté de COLTMR-CI de soutenir d'autres acteurs engagés dans cette lutte.

: En mars 2022, le collectif a appelé le gouvernement ivoi-

Appel à l'État lors de la Journée mondiale de la tuberculose

rien à garantir la disponibilité continue des médicaments antituberculeux. Une prise de position qui souligne l'importance d'éviter les ruptures de stock, lesquelles pourraient aggraver la situation des patients.

Une reconnaissance internationale pour un impact local. Grâce à son travail acharné, le COLTMR-CI a su gagner la reconnaissance de la communauté internationale. Il figure parmi les organisations éligibles à des initiatives



mondiales pour la lutte contre la tuberculose, preuve de sa crédibilité et de son efficacité. **Cette visibilité à l'échelle internationale renforce la capacité du collectif à mobiliser des ressources pour ses actions en Côte d'Ivoire.**

En résumé, le COLTMR-CI joue un rôle déterminant dans la lutte contre la tuberculose et les maladies respiratoires en Côte d'Ivoire. À travers ses activités de sensibilisation, de soutien aux patients, et de plaidoyer pour des politiques de santé renforcées, cette ONG contribue à l'amélioration des conditions de vie de milliers de personnes. Son engagement exemplaire reste une source d'espoir pour un avenir où ces maladies ne seront plus une menace majeure pour la santé publique.

R. TIA GONSSE



Le Collectif des Organisations de Lutte contre la Tuberculose et les Maladies Respiratoires en Côte d'Ivoire (COLTMR-CI) crée en 2017 est une plateforme fédératrice regroupant plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) engagées dans la prévention, la prise en charge et la lutte contre la tuberculose ainsi que di-

COLTMR-CI, un collectif engagé pour un souffle de vie en Côte d'Ivoire

verses maladies respiratoires en Côte d'Ivoire. Ce collectif œuvre activement à renforcer la coordination des actions de ses membres, à mutualiser les ressources et à mener des actions de plaidoyer pour une meilleure prise en compte de ces maladies dans les politiques de santé publique. Parmi les membres les plus actifs du COLTMR-CI figure l'ONG TUB-CI, qui se distingue par son engagement sur le terrain dans la sensibilisation

des populations et l'accompagnement des patients atteints de tuberculose. En avril 2020, dans un contexte marqué par la pandémie de COVID-19, le COLTMR-CI a apporté son soutien à ses membres en distribuant des kits d'hygiène à l'ONG TUB-CI. Cette initiative visait à renforcer les mesures de prévention contre la propagation des maladies infectieuses, notamment dans les zones les plus vulnérables, et à protéger à la fois les patients et les travailleurs de la santé impliqués dans la lutte contre la tuberculose. Par ailleurs, le

Le COLTMR-CI a su démontrer son efficacité et son professionnalisme dans la mise en œuvre des projets de santé publique

COLTMR-CI a su démontrer son efficacité et son professionnalisme dans la mise en œuvre des projets de santé publique. Cette performance a été reconnue lorsqu'il a été distingué pour son rôle en tant que sous-récepteur du Récepteur principal ALLIANCE-CI. Ce partenariat s'inscrivait dans le cadre de l'exécution des subventions attribuées par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme dans le cadre du Nouveau modèle de financement (NFM2). Grâce à cette collaboration, le COLTMR-CI a contribué à la mise en œuvre de projets visant à améliorer la détection, le traitement et la prévention de la tuberculose en Côte d'Ivoire. En somme, le COLTMR-CI joue un rôle central dans la lutte contre la tuberculose et les maladies respiratoires en Côte d'Ivoire, en coordonnant les efforts de plusieurs ONG et en contribuant à l'amélioration de la santé publique grâce à des partenariats stratégiques et des actions ciblées

Côte d'Ivoire: La Tuberculose en chiffres



La tuberculose reste une préoccupation majeure de santé publique en Côte d'Ivoire. Avec une incidence estimée à 123 cas pour 100 000 habitants selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), environ 40 % des cas passent encore inaperçus. En 2023, le Programme National de Lutte contre la Tuberculose (PNLT) a enregistré 21 857 cas, un chiffre nettement inférieur à l'objectif de 36 000 cas attendus, reflétant l'ampleur des défis à relever.

Pour inverser cette tendance, le gouvernement ivoirien a mis en œuvre plusieurs stratégies ambitieuses :

Partenariat avec les pharmacies privées :

Lancé en novembre 2024, le projet "TB Alerte Pharmacie" mobilise les officines privées pour repérer les cas suspects parmi les clients et les orienter vers des structures spécialisées. Ce partenariat vise à renforcer la détection précoce grâce à l'implication directe des pharmaciens.

Un réseau de prise en charge accessible :

Le PNLT s'appuie sur un réseau de 355 centres de diagnostic et de traitement (CDT) répartis à travers le pays. Ces centres offrent un diagnostic et un traitement gratuits, facilitant ainsi l'accès aux soins pour les populations vulnérables.

Sensibilisation communautaire :

Les campagnes de sensibilisation encouragent les personnes présentant des symptômes tels qu'une toux persistante depuis plus de deux semaines à consulter rapidement

un centre de santé.

Renforcement des capacités :

Avec des services dédiés, le PNLT travaille à améliorer la formation des agents de santé, la qualité des laboratoires, et le suivi communautaire pour une meilleure prise en charge des patients.

Ces initiatives reflètent l'engagement de la Côte d'Ivoire à intensifier la lutte contre la tuberculose. En multipliant les collaborations et en investissant dans les infrastructures de santé, le pays aspire à réduire significativement le nombre de "cas manquants" et à atteindre les objectifs mondiaux pour éliminer cette maladie en tant que menace pour la santé publique.

La tuberculose, bien qu'encore omniprésente, pourrait bientôt être reléguée au rang des maladies sous contrôle, grâce à une mobilisation nationale déterminée et des efforts continus.

LA TUBERCULOSE EN CHIFFRE

85 % Personnes guéries
8 % Nombre de décès
4 % Personnes perdus de vue

QUELQUES SYMPTÔMES DE LA TUBERCULOSE

Toux persistante
La toux est l'un des symptômes les plus courants de la tuberculose, elle dure plus de trois semaines et peut être accompagnée d'expectorations (crachats) de sang.
Fièvre
La tuberculose peut entraîner une fièvre persistante

qui peut augmenter et diminuer tout au long de la journée.

Perte de poids et de l'appétit

La tuberculose peut causer une perte de poids importante et une diminution de l'appétit, ce qui peut entraîner une faiblesse et une fatigue accrues.

Sudation nocturne

Les sueurs nocturnes sont fréquentes chez les personnes atteintes de tuberculose, elles peuvent être très intenses et provoquer un sommeil perturbé.

Conseils des Ministres

PROCÉDURE SPÉCIALE DE DÉCLARATION DE NAISSANCE, DE RÉTABLISSEMENT D'IDENTITÉ ET DE TRANSCRIPTION D'ACTE DE NAISSANCE

Le Conseil a adopté un décret portant prorogation du délai d'application des dispositions de la loi n° 2018-863 du 19 novembre 2018 instituant une procédure spéciale de déclaration de naissance, de rétablissement d'identité et de transcription d'acte de naissance. La procédure spéciale mise en place vise à régler, par dérogation aux procédures ordinaires, la situation particulière des personnes nées en Côte d'Ivoire, dont les naissances n'ont jamais été déclarées à l'état civil, et celle des personnes dont les deux (2) exemplaires des volumes du registre de naissance sont détruits, détériorés ou ont disparu.

Cette procédure offre également l'opportunité aux personnes utilisant de faux actes de naissance de rétablir leur identité à travers des procédures allégées et gratuites, tout en leur garantissant une amnistie pour les infractions de faux et usages de faux commis. Compte tenu du nombre résiduel important de nos concitoyens concernés, en dépit des mesures de dérogations échues et des multiples campagnes de sensibilisation engagées, ce décret proroge de trois (3) ans supplémentaires le délai d'application de la procédure spéciale de déclaration de naissance, de rétablissement d'identité et de transcription d'acte de naissance telle qu'instituée par loi n° 2018-863 du 19 novembre 2018.

Couloir Humanitaire
Santé, Actions Humanitaires et Œuvres Sociales

PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ COMMUNAUTAIRE ET DES ACTIONS SOCIALES

Objectifs

Notre objectif se décline comme suit :

- Offrir un espace de collecte et de partage d'informations sur les actions et les œuvres humanitaires ;
- Analyser les décisions et réformes relatives au monde de l'humanitaire ;
- Communiquer les résultats relatifs aux différentes actions menées sur le terrain ;
- Ouvrir un espace de dialogue entre les différents acteurs du domaine de l'humanitaire ;
- Structurer un débat critique, constructif et faire des propositions sur différentes alternatives de développement du secteur de l'humanitaire ;
- Initier des activités pour la promotion des actions humanitaires à travers les médias (affichage, presse, radio, télévision, internet...) ;
- Initier des activités de sensibilisation et d'information des populations par le moyen des supports hors média (événementiel, salons, sponsoring, media sociaux...) ;
- Organiser des activités de plaidoyer aux bénéfices des acteurs engagés dans la mise en œuvre des actions humanitaires et de façon particulière les populations vulnérables.

L'objectif de l'aide humanitaire est d'assurer une assistance et une protection aux personnes vulnérables, et de répondre aux besoins des populations en danger tout en prévenant les conséquences dramatiques et en intervenant avant que l'état de santé des victimes ne se dégrade.

Cet engagement suggère que l'information soit disponible et correctement diffusée.

Produits et services

- Emissions radio et télé
- Spots radio et télé
- Public reporting radio et télé
- Magazine spécialisé
- Newsletter
- Couverture événementiel
- Dîner Gala
- Films institutionnels
- Création et gestion de supports digitaux
- Appui et conseil en communication
- Co-organisation d'événements

Callers

Notre programme COULOIR HUMANITAIRE a pour cœur de cible, l'ensemble des acteurs œuvrant dans le domaine humanitaire et des œuvres sociales notamment :

- Les Institutions internationales et étatiques.
- Les ONG.
- Le Grand public.

Conseils des Ministres

INITIATIVE RÉGIONALE SUR L'ACCÉLÉRATION DE LA FABRICATION DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES EN AFRIQUE

Le Conseil a adopté une communication relative à l'initiative régionale sur l'accélération de la fabrication de produits pharmaceutiques en Afrique. Cette initiative régionale consiste en un programme de politique sanitaire africaine lancé par l'UA, avec pour objectifs d'accroître la production de produits pharmaceutiques et de promouvoir la fabrication de médicaments vitaux et efficaces contre les pathologies qui sévissent régulièrement en Afrique. A cet effet, l'Agence pour le Développement de l'Union Africaine (AUDANEPAD), en coordination avec le Gouvernement, organise une importante réunion, sous le haut patronage du Président de la République, le 15 janvier 2025, à Abidjan. A cette occasion, il sera présenté aux Ministres africains de la Santé, par leur homologue ivoirien, la liste des vingt-quatre (24) produits pharmaceutiques prioritaires déterminée par les experts africains du médicament, sous l'égide de l'AUDA-NEPAD. Ces vingt-quatre (24) molécules et produits prioritaires de santé seront fabriqués en Afrique, éventuellement en Côte d'Ivoire, en vue de réduire significativement la dépendance aux importations médicamenteuses, d'améliorer l'accès aux médicaments essentiels pour la population et de garantir une réponse rapide en cas de crise humanitaire.

Forum de Association africaine des centrales d'achat de médicaments essentiels

Financer l'accès aux produits de santé de qualité en Afrique face au défi pandémique



Le Forum africain sur le renforcement de la chaîne d'approvisionnement des produits de santé (FARCAPS) 2024, organisé par l'Association africaine des centrales d'achat de médicaments essentiels (ACAME), s'est tenu à Abidjan-Marcory, en Côte d'Ivoire. Ce forum, axé sur le thème crucial du financement de l'accès aux produits de santé de qualité en Afrique, a rassemblé des experts, des décideurs politiques, des bailleurs de fonds et des acteurs de la santé publique pour aborder les défis liés à la résilience des systèmes de santé sur le continent.

Présidant la cérémonie d'ouverture, Pierre Dimba, ministre de la Santé, de l'Hygiène publique et de la Couverture maladie universelle, a salué l'initiative. Il a souligné l'importance d'une telle plateforme pour réfléchir collectivement à des stratégies innovantes en vue de garantir l'accès universel aux produits de santé. Les chaînes d'approvisionnement des produits de santé en Afrique sont confrontées à de nombreux obstacles : infrastructures logistiques insuffisantes, faibles capacités de financement, dépendance aux importations, et accès limité à des produits de qualité. Ces défis se sont intensifiés avec les récentes pandémies, notamment la COVID-19, mettant en lumière la vulnérabilité des systèmes de santé africains. Lors du forum, les participants ont exploré des mécanismes de financement durable et des approches collaboratives pour améliorer la disponibilité et l'accessibilité des produits de santé. Ce forum a également servi de plateforme pour appeler à une coopération régionale accrue. Les intervenants ont insisté sur le rôle central des centrales d'achat dans la création de systèmes de santé plus résilients. Ils ont plaidé pour un engagement politique fort afin de promouvoir des cadres de financement innovants et pérennes. Ce rendez-vous marque une étape significative dans la quête d'une Afrique résiliente et autonome en matière de santé publique, où l'innovation et la coopération seront les moteurs d'un avenir prometteur.

Insuffisance rénale en Côte d'Ivoire

Un problème de santé publique majeure

Ndeba Tosseta



Chaque année, la Côte d'Ivoire enregistre 12 000 nouveaux cas d'insuffisance rénale, selon les données officielles du Ministère de la Santé, de l'Hygiène publique et de la Couverture maladie universelle. Ce chiffre alarmant met en lumière un problème de santé publique majeur qui affecte une large partie de la population. L'insuffisance rénale, une condition dans laquelle les reins ne parviennent plus à filtrer efficacement les déchets et les excès de liquide du sang, est souvent causée par des maladies telles que le diabète, l'hypertension artérielle ou des infections chroniques. Cependant, des facteurs tels que les habitudes alimentaires, le manque d'accès à une prise en charge précoce et la méconnaissance des symptômes aggravent

la situation en Côte d'Ivoire. Pour pallier les effets de cette maladie, la dialyse reste l'un des traitements essentiels. Ce procédé médical consiste à purifier artificiellement le sang des patients dont les reins sont défaillants. Dans les centres publics d'hémodialyse du pays, une séance coûte 1 750 FCFA, un tarif subventionné par l'État, bien en dessous des coûts réels. Ce montant relativement bas rend le traitement accessible à une partie de la population. Malgré les efforts du gouvernement pour rendre les soins plus abordables, le pays fait face à plusieurs défis. Le nombre limité de centres d'hémodialyse et d'équipements adaptés ne suffit pas à couvrir la demande croissante. Dans de nombreux cas, les patients doivent attendre plusieurs semaines avant de débuter leur traitement, ce qui peut entraîner des complications graves. Face à cette situation préoccupante, les autorités sanitaires appellent à une intensification des campagnes de sensibilisation sur les causes et la prévention de l'insuffisance rénale. Adopter une alimentation équilibrée, surveiller sa tension artérielle et son taux de sucre dans le sang, et consulter régulièrement un médecin sont autant de gestes simples qui pourraient réduire les risques de développer cette maladie. L'insuffisance rénale est un problème de santé publique qui nécessite une réponse rapide et coordonnée. Pour les milliers de personnes touchées chaque année, l'espoir réside dans une meilleure prise de conscience collective et une amélioration continue des soins de santé dans le pays.

RMDEC
Radio, Média & Développement
Un panel de supports médias pour une communication de proximité réussie

un Réseau de plus de
100 Radios
Pour réussir vos campagnes de sensibilisation partout en Côte d'Ivoire

Infoline: 27 22 43 57 69
07 59 24 59 60

Accueil des élèves réfugiés

Le bilan éloquent de la Ministre Marietou KONE.

Tia Gonsse



La ministre Marietou Koné, et M. Olivier Guillaume Beer, représentant multi-pays du Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (HCR).

La Côte d'Ivoire continue de se distinguer sur la scène internationale par son engagement exemplaire en faveur de l'accueil et de l'intégration des réfugiés, notamment dans le domaine de l'éducation. Cet engagement a été mis en lumière lors d'une rencontre entre la ministre de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation, Professeure Marietou Koné, et M. Olivier Guillaume Beer,

représentant multi-pays du Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (HCR). Au cours de cet échange, les efforts du gouvernement ivoirien ont été largement salués, soulignant l'importance des initiatives mises en œuvre pour offrir aux élèves réfugiés un accès équitable à l'éducation. La ministre a présenté un bilan éloquent des mesures prises par son ministère pour répondre aux besoins des élèves réfugiés. Elle a précisé que ces élèves représentent une part significative des effectifs scolaires : 4 % au niveau préscolaire, 20 % dans l'enseignement primaire et 7,4 % au secondaire. En collaboration avec les partenaires internationaux comme le HCR, le gouvernement ivoirien s'efforce de renforcer les infrastructures scolaires, de former les enseignants à la prise en charge des enfants réfugiés et de développer des programmes éducatifs adaptés à leurs besoins spécifiques. La rencontre a également permis d'explorer de nouvelles pistes de coopération entre la Côte d'Ivoire et le HCR, afin d'assurer la pérennité de ces initiatives et d'élargir leur portée. L'engagement ivoirien dans ce domaine illustre l'importance d'une approche globale et coordonnée pour relever les défis humanitaires et éducatifs, tout en affirmant le rôle du pays comme un acteur clé dans la promotion des droits humains en Afrique.

Sensibilisation sur la Loi VIH

Christian KONAN

Le PNLS met les médias en mission pour améliorer la riposte au Vih et promouvoir la loi Vih



Photo de famille du PNLS et les hommes de médias engagés pour la lutte contre le Sida

Le Programme National de Lutte contre le Sida (PNLS) a récemment organisé une session d'orientation à l'attention des professionnels des médias, afin de renforcer leurs connaissances et leurs compétences en matière de communication sur la loi VIH la loi N°2014-430 portant régime de prévention, de protection et de répression en matière de riposte au VIH et au SIDA, notamment en ce qui concerne les personnes vivant avec le VIH et les populations hautement vulnérables. Cette rencontre, qui s'est tenue à Jacqueville, s'inscrivait dans une dynamique de promotion des activités de communication pour modifier les perceptions négatives et souvent erronées du VIH au sein de la société. L'objectif principal de cette session était de sensibiliser les journalistes et autres acteurs des médias à l'importance de lutter contre la stigmatisation et la discrimination liées au VIH. Trop souvent, les personnes vivant avec le VIH sont confrontées à des préjugés, voire à des exclusions sociales, en raison de l'ignorance et de la peur générées par ce virus. En réponse à cette problématique, le

PNLS a mis l'accent sur la nécessité de diffuser des messages positifs et éclairants sur la loi Vih, afin d'inciter à la solidarité et à la compréhension envers les personnes touchées par le VIH. Le programme visait également à renforcer les capacités des médias locaux pour leur permettre d'approfondir leur compréhension des défis spécifiques liés à la loi VIH. Cette session d'orientation faisait partie d'une initiative plus large du PNLS pour créer un environnement médiatique inclusif et informatif, essentiel pour soutenir les personnes vivant avec le VIH et les populations vulnérables. En effet, les médias sont des acteurs incontournables dans la lutte contre le VIH, car leur capacité à atteindre de larges auditoires leur permet d'avoir un impact significatif sur les mentalités et les comportements. Par cette initiative, le PNLS cherche à établir un partenariat durable avec les médias pour mieux informer le public et renforcer la prise en charge des personnes vivant avec le VIH. À la fin de cette journée de formation, les participants ont exprimé leur ferme engagement à utiliser leurs plateformes respectives pour diffuser des informations claires, précises et empreintes de compassion. Leur objectif est de contribuer à un changement positif dans la perception publique du VIH et, par conséquent, à l'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables. Grâce à cette approche collaborative, il est espéré qu'une sensibilisation éclairée puisse se généraliser, afin de réduire les inégalités sociales et d'encourager une véritable inclusion des personnes vivant avec le VIH dans la société. Ainsi, cette session représente un pas important dans la lutte contre le VIH, en mettant l'accent sur le rôle fondamental des médias dans l'éducation et la transformation des mentalités.

BON A SAVOIR

LA JOURNÉE MONDIALE DE L'AIDE HUMANITAIRE

Le 11 décembre 2008, l'Assemblée générale des Nations unies a décidé, par sa résolution 63/139 de désigner le 19 août Journée mondiale de l'aide humanitaire afin de contribuer à sensibiliser le public aux activités humanitaires dans le monde et à l'importance de la coopération internationale dans ce domaine et de rendre hommage à tout le personnel humanitaire, au personnel des Nations unies et au personnel associé qui s'emploient à promouvoir la cause humanitaire, ainsi qu'à celles et ceux qui ont perdu la vie dans l'accomplissement de leur mission, et invite tous les États Membres, les entités du système des Nations unies, dans les limites des ressources existantes, ainsi que les autres organisations internationales et les organisations non gouvernementales, à marquer cette Journée chaque année comme il convient. Pourquoi le 19 août ? Le 19 août 2003, un attentat à la bombe était perpétré contre le Bureau des Nations Unies à Bagdad (Irak), provoquant le décès de 22 travailleurs humanitaires. La Journée mondiale de l'aide humanitaire trouve ses origines en Iraq, mais l'objectif est d'en faire le véritable reflet de la communauté humanitaire mondiale

RMDEC
Radio, Media & Développement

Un panel de supports médias pour une communication de proximité réussie

un Réseau de plus de
100 Radios

Pour réussir vos campagnes de sensibilisation partout en Côte d'Ivoire

Infoline: 27 22 43 57 69
07 59 24 59 60

R. TIA GONSSE

Lutte contre le cancer de la prostate

La détection précoce, un levier essentiel pour augmenter les chances de guérison



Le Ministre Pierre DEMBA pour. Lors de la Journée nationale de lutte contre le cancer de la prostate, dénommée « La marche bleue »

Le ministre de la Santé annonce une avancée majeure dans la lutte contre le cancer de la prostate en Côte d'Ivoire. Le Centre national d'Oncologie médicale et de Radiothérapie Alassane Ouattara (CNRAO), situé à Abidjan-Cocody, a été le théâtre d'une annonce porteuse d'espoir. Lors de la Journée nationale de lutte contre le cancer de la prostate, dénommée « La marche bleue », le ministre de la Santé, de l'Hygiène publique et de la Couverture Maladie Universelle (CMU), Pierre N'Gou Dimba, a déclaré que la guérison du cancer de la prostate est désormais possible en Côte d'Ivoire. La « Marche bleue », qui s'est

tenu dans plusieurs communes d'Abidjan, avait pour objectif principal de sensibiliser les populations à l'importance du dépistage précoce de cette maladie souvent silencieuse. Au-delà de l'aspect symbolique de cette marche, l'initiative visait à informer les hommes sur les facteurs de risque, les symptômes et les moyens de prévention du cancer de la prostate. Une attention particulière a été portée à la détection précoce, qui constitue un levier essentiel pour augmenter les chances de guérison. L'annonce du ministre selon laquelle la guérison du cancer de la prostate est désormais possible marque une étape importante. Elle reflète les progrès accomplis en matière de formation des personnels de santé, d'acquisition d'équipements sophistiqués et de sensibilisation des populations. La « Journée nationale de lutte contre le cancer de la prostate » a été l'occasion de rappeler que le dépistage, accessible et rapide, peut sauver des vies. Le ministre Pierre N'Gou Dimba a lancé un appel à la population masculine, en particulier aux hommes âgés de plus de 50 ans, pour qu'ils se rendent régulièrement dans les centres de santé pour des contrôles. Il a également invité les professionnels de santé, les organisations de la société civile et les médias à intensifier leurs efforts pour promouvoir la prévention et le traitement du cancer.

promotion des Droit de la Femme

Nassénéba TOURE donne de l'espoir à un changement en faveur de l'égalité et de la dignité



Dans le courant du mois de décembre, une cérémonie solennelle s'est tenue à Abidjan sous la présidence de Nassénéba TOURE, Ministre de la famille, de la femme et de l'Enfant

contribué de manière significative à la promotion des droits des femmes et à l'amélioration des conditions de vie des familles en Côte d'Ivoire. Ces personnalités ont été distinguées dans l'Ordre du Mérite de la Femme et de la Famille, une reconnaissance créée pour célébrer les efforts et les réalisations dans ces domaines essentiels. L'événement, organisé en présence de nombreuses autorités et personnalités publiques, a mis en lumière l'engagement de femmes et d'hommes dévoués à la cause féminine et à la stabilité familiale. Cette distinction reflète la volonté de l'État ivoirien de saluer les initiatives et les parcours exceptionnels qui contribuent à

bâtir une société plus juste et équitable. Parmi les récipiendaires, cinq personnalités ont été élevées au grade de commandeur, le plus haut niveau de l'Ordre. Ces figures éminentes comprennent notamment Kandia Camara, présidente du Sénat, et Anne Désirée Ouloto, ministre d'État, dont les contributions dans leurs domaines respectifs ont marqué les esprits. En outre, quinze autres personnes ont été promues au grade d'officier, reconnaissant ainsi leur engagement constant pour l'amélioration des conditions de vie des familles et la défense des droits des femmes. Enfin, vingt récipiendaires ont été décorés au grade de chevalier, témoignant de leur rôle important à différents niveaux de la société. Dans son discours, Nassénéba Touré a souligné l'importance du travail collectif dans la promotion des droits des femmes. Elle a rappelé que les avancées enregistrées dans ce domaine ne peuvent être durables que grâce à la mobilisation de tous les acteurs : gouvernants, organisations de la société civile, et citoyens engagés. Cette cérémonie s'inscrit dans une dynamique plus large de reconnaissance des initiatives qui renforcent le rôle des femmes et des familles au sein de la société ivoirienne. Elle envoie un message clair : l'État ivoirien reste engagé dans la construction d'un avenir où chaque femme et chaque famille pourra s'épanouir pleinement. En honorant ces quarante personnalités, la Côte d'Ivoire célèbre non seulement des parcours individuels remarquables, mais aussi l'espoir d'un changement collectif en faveur de l'égalité, de la dignité et du progrès social.

Ndeba Tosseta

BON A SAVOIR

PRINCIPES FONDAMENTAUX DE L'ACTION HUMANITAIRE

L'action humanitaire repose sur plusieurs principes fondamentaux qui visent à répondre aux besoins des populations victimes de crises, de conflits ou de catastrophes naturelles, tout en respectant leur dignité et leurs droits. Ces principes sont les suivants :

1. Humanité : L'objectif principal de l'action humanitaire est d'apporter une aide aux personnes en détresse, sans distinction de nationalité, de race, de religion ou d'appartenance politique. L'aide doit être fournie en fonction des besoins et non en fonction d'autres critères.

2. Impartialité : L'assistance doit être donnée sur la base des besoins des individus, sans discrimination et sans favoriser un groupe par rapport à un autre. L'aide doit être distribuée de manière équitable.

3. Neutralité : Les acteurs humanitaires ne doivent prendre aucune position dans les conflits ou les luttes politiques. Leur seule mission est de soulager la souffrance des populations, sans se mêler des causes ou des parties en conflit.

4. Indépendance : L'action humanitaire doit être menée indépendamment de toute influence extérieure, notamment politique, économique ou militaire. Les organisations humanitaires doivent pouvoir agir librement et en toute autonomie.

5. Respect de la dignité humaine : Les actions humanitaires doivent se dérouler dans le respect de la dignité et des droits fondamentaux des personnes aidées. Il s'agit de répondre à leurs besoins de manière adaptée, en veillant à ce que l'aide ne porte pas atteinte à leur autonomie.

Ces principes sont largement inscrits dans les textes fondamentaux du droit international humanitaire (comme les Conventions de Genève) et guident le travail des organisations humanitaires, notamment celles qui font partie du Mouvement International de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Ils visent à garantir que l'aide humanitaire soit efficace, éthique et respectueuse des droits des individus.

Promotion de l'Education à la Santé

Christian KONAN

L'Association des femmes Juriste de Côte d'Ivoire et le RMDEC mutualisent leurs efforts



M. Christian Konan du RMDEC et Maître Aghate Blanche de l'AFJCI lors de la signature du contrat de collaboration

Une étape importante dans la promotion de l'éducation à la santé et à la vie saine en Côte d'Ivoire. L'Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire (AFJCI) et le Réseau des Radios et Médias pour le Développement Économique (RMDEC) ont signé un accord stratégique visant à sensibiliser la population à travers des émissions radiophoniques éducatives. Cette collaboration s'inscrit dans le cadre du projet CLV2.0, un programme phare de l'AFJCI qui cherche à renforcer les capacités des populations en matière de santé et de bien-être. Lors de cette cérémonie officielle tenue au siège de l'AFJCI, situé à Abidjan-Plateau, les deux parties ont réaffirmé leur engagement commun en faveur de la sensibilisation des citoyens. La signature de cet accord a été menée par Maître Agathe Blanc, cheffe de projet de l'AFJCI, et Christian Konan, secrétaire général du RMDEC. Ensem-

ble, ils ont dévoilé les grandes lignes de leur collaboration. Celle-ci prévoit la production et la diffusion d'émissions radiophoniques axées sur des thématiques variées, telles que la prévention des maladies, l'hygiène, la nutrition, et les comportements favorisant une vie saine. Ces émissions seront diffusées sur les plateformes partenaires du RMDEC, qui jouit d'un large réseau de radios locales et communautaires. Ce dispositif permettra de toucher un public diversifié, y compris les populations rurales souvent exclues des campagnes de sensibilisation traditionnelles. Selon Maître Agathe Blanc, ce partenariat reflète la volonté de l'AFJCI d'élargir ses actions au-delà de la défense des droits des femmes, en intégrant des initiatives qui impactent positivement la société dans son ensemble. Pour Christian Konan, cet accord s'inscrit parfaitement dans la mission du RMDEC : utiliser les médias comme levier de transformation sociale. Le projet CLV2.0 promet de devenir un modèle de collaboration intersectorielle pour répondre aux besoins de la population en matière d'information et d'éducation. L'AFJCI et le RMDEC envisagent également d'élargir cette initiative à d'autres thématiques cruciales, telles que les droits humains et la lutte contre les violences basées sur le genre. Cette signature marque donc le début d'une coopération prometteuse entre deux acteurs clés du développement en Côte d'Ivoire, unissant leurs expertises pour bâtir une société plus informée, plus responsable et plus résiliente.

Projet RELIC-Santé Sensibilisation des communautés sur l'impact du changement climatique

ITCP west Africa veut renforcer la resilience des communautés face au nouvelles réalités sanitaires



Les ateliers organisés par la Coalition Internationale pour la Préparation au Traitement – Afrique de l'Ouest (ITCP West Africa) dans le cadre du projet RELIC-Santé visent à renforcer la sensibilisation des communautés sur l'impact du changement climatique, en particulier en ce qui concerne la santé publique. Il a rassemblé plusieurs acteurs clés, dont la plateforme de communication communautaire RMDEC. L'objectif principal de ces ateliers était d'élaborer des outils de communication efficaces qui permettront de mieux informer les populations cibles, notamment les communautés vulnérables, sur les effets du changement climatique et les mesures à adopter pour minimiser ses impacts. L'atelier s'est concentré sur la manière de sensibiliser les communautés, de renforcer leur résilience face aux changements climatiques, et d'améliorer leur capacité à faire face aux nouvelles réalités sanitaires induites par ces changements. Le projet RELIC-Santé se situe dans un contexte global où les changements climatiques ont des effets considérables sur la santé publique, en particulier dans les régions vulnérables de l'Afrique de l'Ouest. Cependant, les questions d'adaptation ne sont pas encore suffisamment introduites

dans la planification et la mise en oeuvre des activités de développement. Cela entraîne un manque d'appropriation de la problématique par les communautés, notamment en relation avec leur santé. Par ailleurs, les indicateurs en lien avec certaines maladies sensibles au changement climatique ont besoin d'amélioration. En 2020, l'incidence des maladies sensibles au changement climatique, entre autres, le paludisme, les Infections Respiratoires Aigües (IRA) et les maladies diarrhéiques était respectivement de 173,43%, 54,77% et 17,76%. Les informations croisées sur l'incidence de ces trois (03) pathologies dans les différents districts sanitaires ont permis d'identifier 10 districts sanitaires ayant une incidence supérieure à la moyenne nationale. Ces districts sanitaires sont repartis dans 03 zones (1) Anyama, Dabou, Grand Lahou, Jacqueville ; (2) Bouaké Nord-Est, Bouaké Nord-Ouest, Bouaké Sud ; et (3) Tiébissou, Toumodi, Yamoussoukro. ITCP-WA a initié le projet « Réduction de l'Impact des Changements climatiques sur la Santé » (RELIC-Santé) pour contribuer à apporter une réponse dans la réduction de l'impact du changement climatique sur ces maladies dans les localités des districts sanitaires cibles. Le projet cible les maladies sensibles au changement climatique notamment le paludisme, les IRA et les maladies diarrhéiques dans les 10 districts sanitaires. Une des composantes essentielles du projet est de développer des outils de communication pour sensibiliser les communautés sur l'impact du changement climatique sur la santé et les moyens d'adaptation et renforcer la participation des communautés dans le processus de surveillance et de riposte aux maladies sensibles au changement climatique.

R. TIA GONSSE

BON A SAVOIR

ZÉRO CLINIQUE ILLÉGALE D'ICI À 2025

En Côte d'Ivoire, plus de 150 cliniques clandestines viennent, récemment, de fermer leurs portes pour non conformité. Une opération coup de poing menée par la Direction des établissements privés et professions sanitaires (DEPPS) dans plusieurs régions du pays. Ces centres de santé, jugés dangereux pour les patients, ne respectaient pas les normes en vigueur. Les établissements sanitaires concernés par ces fermetures sont localisés dans les régions du Gbêkê, du Loh Djiboua, du Béliér, de San-Pedro et de la Nawa. Cette campagne, qui a déjà abouti, en novembre dernier, à la fermeture d'une centaine de cliniques dans les régions du Gbêkê et des Grands Ponts, s'inscrit dans l'ambitieuse initiative nationale « Zéro clinique illégale d'ici à 2025 ». Son objectif est de garantir à tous les Ivoiriens un accès sécurisé et de qualité aux soins de santé.

Remerciements spéciaux
aux Structures
suivantes,



BON A SAVOIR

VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE

La VBG est une réalité tangible en Côte d'Ivoire et reste encore préoccupante. Selon le système national de collecte de données VBG 2022, ce sont 7 919 cas qui ont été rapportés et pris en charge. De janvier 2023 à septembre 2023. Selon l'indice d'inégalité de genre (PNUD, 2021), le pays est classé 155 sur 170, mettant ainsi en lumière la persistance des normes sociales inégalitaires et stéréotypées dans la quasi-totalité des milieux sociaux. Les résultats de l'enquête démographique et de santé de 2021 montrent que 26% des femmes de 15 à 49 ans ont subi des actes de violences physiques depuis l'âge de 15 ans. Le gouvernement a développé des stratégies visant à lutter contre le phénomène. Il s'agit de prise de textes novateurs et d'initiatives au niveau politique, législatif et programmatique ce qui a permis d'enregistrer des résultats encourageants. Les taux de prévalence des mutilations génitales féminines et les mariages forcés sont passés respectivement de 36.7% en 2016 à 21% et de 32% à 23% en 2022. Il existe six types de VBG, notamment, le viol, l'agression sexuelle, l'agression physique, le mariage précoce, le déni de ressources, d'opportunités ou de service et la maltraitance psychologique.

VIH ET DROITS HUMAINS

Les droits humains sont les droits fondamentaux dont jouissent tous les individus du fait d'être des êtres humains. Ils sont fondés sur l'idée que toutes les personnes sont égales et ont droit d'être traitées avec dignité et respect, quels que soient leur origine, leur statut et leur condition.

- Droit à la santé
- Droit à l'autonomie
- Droit au travail
- Droit à la non-discrimination dans l'accès à un emploi
- Droit à l'éducation
- Droits de se constituer partie civile pour les ONG

LA PRÉVALENCE DU VIH EN CÔTE D'IVOIRE

La prévalence du VIH chez les adultes âgés de 15 à 64 ans en Côte d'Ivoire est de 2,9 % : 4,1 % chez les femmes et 1,7 % chez les hommes. Cela correspond à environ 390 000 personnes vivant avec le VIH (PVVIH) âgées de 15 à 64 ans en Côte d'Ivoire.

Mobilisation contre les Violences Basées sur le Genre

Riposter et se construire pour un future sans violence

Les violences à l'égard des femmes et des filles continuent de représenter une violation majeure des droits humains à travers le monde. Chaque année, une campagne internationale intitulée "16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre" mobilisent les sociétés, organisations et gouvernements pour sensibiliser et lutter contre ce fléau. Cet événement débute le 25 novembre, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, et s'achève le 10 décembre, Journée internationale des droits de la personne. En 2024, le thème choisi, "Riposter et se reconstruire après les violences", reflète une volonté commune de sensibiliser l'opinion publique tout en encourageant des actions concrètes. L'objectif est clair : éradiquer toutes les formes de violence, qu'elles soient physiques, sexuelles, psychologiques ou encore numériques. En Côte d'Ivoire, ces 16 jours d'activisme ont pris une ampleur particulière, avec la participation active de plusieurs structures locales. Des campagnes de sensibilisation ont été menées pour toucher les populations cibles.

Le PNLVBG sensibilise sur des thématiques cruciales

Le Programme National de Lutte contre les Violences Basées sur le Genre (PNLVBG) a organisé une grande sensibilisation de masse pendant les périodes de fin d'année, au marché Siaka Koné, dans la commune d'Abobo. Cet événement s'inscrivait dans le cadre de la campagne mondiale « Carton Rouge » qui vise l'élimination de toutes formes de discriminations et de violences à l'égard des filles et des femmes. Les périodes de fêtes de fin d'année sont souvent marquées par une recrudescence des violences basées sur le genre (VBG).



Les femmes déterminées à mener le combat jusqu'au bout

Conscient de cette réalité, le LProgramme National de Lutte contre les Violences Basées sur le Genre (PNLVBG), en collaboration avec l'UNFPA (Fonds des Nations unies pour la population) et le centre social d'Abobo, a décidé d'intervenir directement auprès des populations dans un cadre stratégique : les marchés, lieux de grande affluence. Au cours de cette rencontre, plusieurs sujets majeurs ont été abordés, notamment : Les mutilations génitales féminines (MGF). La fistule obstétricale. Les mariages forcés et/ou précoces. La santé sexuelle et reproductive. La planification. La santé mentale : un aspect souvent négligé, mais crucial dans la prise en charge des survivantes de VBG. Cette initiative s'appuie sur un partenariat solide entre le PNLVBG, le ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, et des organismes internationaux comme l'UNFPA. Ensemble, ils renforcent la campagne « Carton Rouge ». En s'adressant directement aux hommes et aux femmes, la campagne insiste sur l'importance d'un changement de mentalité et d'un engagement collectif pour mettre fin à ces violences. Les actions de sensibilisation comme celle-ci visent à briser les tabous et à encourager les victimes à parler, tout en impliquant les communautés dans la lutte contre ces pratiques néfastes. Cette initiative marque un pas de plus vers une société où les droits des filles et des femmes sont respectés et protégés, même en période festive.

Christian KONAN

ONU-FEMMES mobilise sur les mécanismes de recours existants

Ndeba Tosseta



Les femmes de Daloa mobilisées contre la lutte contre les VBG

ONU-Femmes, en partenariat avec les Bureaux d'accueil genre (BAG) et avec le soutien de la coopération allemande (GIZ), a donné le coup d'envoi des 16 jours d'activisme contre les Violences Basées sur le Genre (VBG) dans la ville de Daloa. Cet événement annuel, d'envergure mondiale, s'inscrit dans une dynamique de sensibilisation et de mobilisation contre les violences faites aux femmes et aux filles. La campagne, orchestrée par le Bureau d'accueil genre du 2^e arrondissement de Daloa, a pour objectif principal

d'informer et d'éduquer les populations locales sur les différentes formes de VBG, leurs impacts dévastateurs sur les victimes et leurs familles, ainsi que les mécanismes de recours existants. À travers des activités de proximité, les acteurs impliqués – leaders communautaires, chefs de quartier, jeunes et associations locales – jouent un rôle crucial dans la prévention et la dénonciation de ces violences. Parmi les actions phares, des séances de formation, des ateliers de discussion et des campagnes médiatiques ont été organisés pour encourager les victimes et témoins à briser le silence. En Côte d'Ivoire, les statistiques de 2023 sont alarmantes. Le Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant a recensé 7 919 cas de violences basées sur le genre, dont près de 79 % concernaient des enfants. Ces chiffres témoignent de l'urgence d'intensifier les efforts pour protéger les populations vulnérables. Les 16 jours d'activisme à Daloa ne sont pas seulement un moment de sensibilisation, mais un appel à l'action pour chaque citoyen. Il s'agit de rappeler que la lutte contre les violences basées sur le genre est une responsabilité collective. En soutenant les victimes, en éduquant les populations et en promouvant l'égalité des sexes, il est possible de construire une société plus juste et équitable pour tous.

Mobilisation contre les Violences Basées sur le Genre

Le Ministère de la femme, de la famille et de l'Enfant sort le Carton rouge

R. TIA GONSSE



La Ministre Nassénéba TOURE et ses partenaires engagés pour la lutte contre les VBG

Les violences basées sur le genre (VBG) constituent une réalité préoccupante en Côte d'Ivoire, affectant principalement les femmes et les filles. Face à ce fléau, le Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant (MFFE) s'est engagé à intensifier ses actions pour éradiquer ces pratiques. Dans cette dynamique, la campagne des 16 jours d'activisme a été officiellement lancée, une initiative mondiale visant à sensibiliser et mobiliser la population contre les violences faites aux femmes. Pour l'édition de cette année, le thème choisi, « Ensemble pour une Côte d'Ivoire sans violence envers les femmes et les filles : renforcer la protection et promouvoir l'autonomisation », illustre la volonté des autorités ivoiriennes de conjuguer leurs

efforts avec ceux des partenaires nationaux et internationaux. Ce thème met en lumière deux axes majeurs : la protection des victimes et l'autonomisation des femmes. En effet, la lutte contre les VBG ne se limite pas à la répression des actes violents, mais nécessite également des actions préventives et éducatives pour briser le cycle de la violence. Le gouvernement ivoirien a déployé des mécanismes législatifs et institutionnels pour faire face à ce problème. Parmi les initiatives phares figure la campagne « Carton Rouge contre les violences basées sur le genre », menée avec le soutien de l'UNFPA (Fonds des Nations Unies pour la Population) et du Réseau de la Renaissance Africaine et de la Diaspora. Ce projet mobilise l'opinion publique pour condamner fermement les VBG et promouvoir un changement de mentalité. Cette action symbolique invite chaque citoyen à s'engager activement pour dire « non » à la violence. La lutte contre les violences basées sur le genre en Côte d'Ivoire est un combat de tous. Grâce à l'engagement des autorités, des partenaires et des citoyens, des progrès significatifs sont réalisés, mais le chemin reste long. Les 16 jours d'activisme offrent une plateforme essentielle pour sensibiliser, mobiliser et rappeler que chacun a un rôle à jouer dans la construction d'une Côte d'Ivoire sans violence envers les femmes et les filles.

Parcours D'ELITES

Engagement féministe en Côte d'Ivoire

Anaïs DAGROU veut amplifier les voix des femmes et promouvoir leur rôle dans société ivoirienne

Christian KONAN



Anaïs DAGROU présidente du mouvement ivoirien Femmes et Paroles

Anaïs Dagrou incarne le dynamisme, l'engagement et l'excellence dans son domaine. Diplômée d'une licence en science politique et d'une maîtrise en politique publique internationale de l'Université d'Ottawa au Canada, elle a su mettre son expertise au service de causes sociales et humanitaires d'envergure. Aujourd'hui, Anaïs Dagrou œuvre en tant que consultante spécialisée sur les questions de genre au sein de l'or-

ganisation Carrefour International. Son travail met en lumière des enjeux cruciaux relatifs à l'égalité entre les sexes et à l'autonomisation des femmes, des thématiques qui résonnent profondément avec son engagement personnel et professionnel. Féministe assumée et militante passionnée, Anaïs est également présidente du mouvement ivoirien Femmes et Paroles, une initiative qui vise à amplifier les voix des femmes et à promouvoir leur rôle dans la société ivoirienne. En parallèle, elle se distingue comme entrepreneure sociale et coach en développement personnel et en leadership. À travers ces initiatives, elle s'efforce d'inspirer et d'accompagner les femmes dans leur parcours personnel et professionnel, en leur donnant les outils nécessaires pour devenir des leaders de changement dans leurs communautés. Son parcours, riche en expériences et en réalisations, fait d'Anaïs Dagrou une figure emblématique de l'engagement féministe en Côte d'Ivoire et à l'international. Par son travail, elle continue d'incarner l'espoir et le changement, prouvant que l'éducation, l'engagement et la détermination peuvent transformer des vies et des sociétés.

BON A SAVOIR

DEFINITION DE LA SANTE SELON L'OMS

La santé est « un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité ». Dans cette définition par l'Organisation mondiale de la santé, OMS, depuis 1946, la santé représente « l'un des droits fondamentaux de tout être humain, quelles que soient sa race, sa religion, ses opinions politiques, sa condition économique ou sociale ». Elle implique la satisfaction de tous les besoins fondamentaux de la personne, qu'ils soient affectifs, sanitaires, nutritionnels, sociaux ou culturels. La santé mentale peut être considérée comme un facteur très important de la santé physique pour les effets qu'elle produit sur les fonctions corporelles. Ce type de santé concerne le bien-être émotionnel et cognitif ou une absence de trouble mental. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) définit la santé mentale en tant qu'« état de bien-être dans lequel l'individu réalise ses propres capacités, peut faire face aux tensions ordinaires de la vie, et est capable de contribuer à sa communauté »¹¹. Il n'existe aucune définition officielle de la santé mentale. Il existe différents types de problèmes sur la santé mentale, dont certains sont communément partageables, comme la dépression et les troubles de l'anxiété, et d'autres non communs, comme la schizophrénie ou le trouble bipolaire.

CRÉATION DU PNLS

Le Programme National de Lutte contre le Sida (PNLS) a été créé le 05 Août 2015 par décision ministérielle N°449/MSLS/CAB du 05 Août 2015 portant création, attribution, organisation et fonctionnement du Programme National de Lutte contre le Sida en abrégé PNLS. Le Programme National de Lutte contre le Sida est la structure technique de référence nationale pour toutes les activités en rapport avec la réponse nationale de lutte contre l'épidémie à VIH, le sida et les Infections Sexuellement Transmissibles (IST).

**Pour joindre la
Rédaction, prière
appelez au:**

**27 22 28 76 01
01 53 69 26 17**



Plus de 100 Radios

**POUR REUSSIR VOS CAMPAGNES
DE SENSIBILISATION PARTOUT EN COTE D'IVOIRE....**



IMPLANTATION DU RMDEC EN COTE D'IVOIRE

Cocody Riviera 2 résidence Naiké | 08 BP 3969 Abj 08 | Tél : 27224369 57 - 0142612016



www.rmdec.ci



info@rmdec.ci



RMDEC



01 42 61 20 16